

CLASSE POLITIQUE EST-CE LE REVEIL?



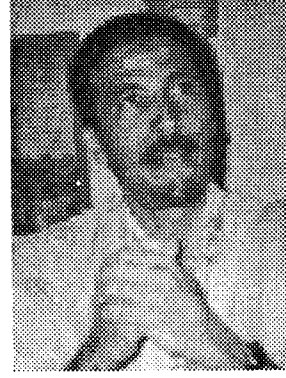
Ahmed O. Daddah



Messaoud O. Boulkheir



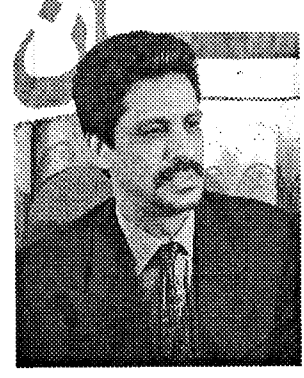
Dr Cheikh O. Hanena



Mohamed O. Maouloud



Ahmed O. Sidi Baba



Boullah O. Mogueiya

Sous le thème "Quelles solutions de sortie de crise pour la Mauritanie?", l'Union des Forces de Progrès (UFP) organise cet après-midi, à partir de 17h, à l'ancienne Maison des Jeunes, une rencontre-débat à laquelle prennent part partis politiques, organisations de la société civile et personnalités nationales.

De son aveu, "l'UFP souhaite mettre en communion les sentiments et la réflexion de toutes les forces patriotiques, de tous les Mauritaniens pour se dresser contre l'engrenage suicidaire".

C'est du moins le vœu pieu qu'elle a formulé dans un appel rendu public et dans

lequel elle ne s'est pas privée d'apposer les deux styles de langages reflétant le dialogue de sourds Pouvoir/Opposition : "la démocratie progresse ... le pays se porte bien" pour le premier, "la démocratie est une fiction ... la situation du pays est catastrophique" pour le second.

Concluant, après une analyse de la situation qui prévaut depuis 2003 ("la politique déserte la scène nationale, les armes l'occupent", "voilà que surgissent à nouveau les vieux démons, les accusations de complots et les contre accusations d'épuration tribale et régionale", "le pays est sur le point de basculer dans le vide"), l'UFP prône l'esprit d'ouverture politique et de réformes si

indispensables pour la paix civile, la concorde nationale et la stabilité du pays.

Mais au-delà de cette bonne volonté, l'UFP cherche, vraisemblablement, à réunir autour de la même table des "frères ennemis" qui ne se portent pas trop dans leurs cœurs. Belle parade, en effet, que de réunir le Secrétaire général du PRDS, M. Boullah Ould Mogueya, avec les présidents du RFD, M. Ahmed Ould Daddah, de l'APP, M. Messaoud Ould Boulkheir), de Sawab M. Cheikh Ould Hanena et autres acteurs de la scène politique pour se parler pour la première fois.

Est-ce le réveil ?

Le devoir de sursaut national

A Nouakchott Info, nous avons, dans l'éditorial de notre livraison n°631, tiré la sonnette d'alarme en lançant un cri du cœur (Plaidoyer pour la Mauritanie) qui rappelle que "les Mauritaniens disons-le, ont tout de même le droit d'aspirer à mieux que les modèles libérien ou rwandais. Les Mauritaniens, dans leur diversité, doivent s'opposer à toute philosophie ou action menaçant les institutions démocratiques de notre nation. (...) Les forces politiques et militaires de la Mauritanie doivent comprendre que le mode d'accession au pouvoir ne peut-être que par les voies légales. Autant les Mauritaniens sont sortis de ces épreuves avec la conviction que la stabilité et la quiétude n'ont pas de prix, autant il convient de situer toutes les responsabilités dans cette nouvelle affaire loin des démons de la régionalisation et de la tribalisation. La Mauritanie mérite mieux."

De même que dans notre éditorial du numéro 632 (La Mauritanie d'abord !) nous soulignons que "ces réactions gravissimes doivent interpeller tous les Mauritaniens, en particulier la classe politique et intellectuelle, afin qu'ils agissent sans tarder pour que la Mauritanie reste unie, plurielle et démocratique."

Dans un troisième éditorial de notre édition suivante n°633 (Le dialogue s'impose), nous insistons : "Face à cette situation, la majorité présidentielle et l'opposition ont une lourde responsabilité quant à la gestion des répercussions de cette nouvelle affaire. Les acteurs majeurs de la scène politique, peuvent chacun agir pour renforcer sa position, c'est légitime mais encore faut-il avoir à l'esprit un repère cardinal : l'unité, la stabilité et la continuité de la République Islamique de Mauritanie."

L'opposition doit tirer les enseignements des crises multiples ayant secoué le pays pour admettre une réalité : l'extrême fragilité de notre pays. Ce constat une fois adopté, mérite d'être suivi d'une reconnaissance de facto et de juré de la part de l'opposition républicaine de nos institutions. Une fois ce pas franchi, les

acteurs politiques, sous l'impulsion du gouvernement, entameront un large dialogue qui aura pour objectifs le renforcement de la liberté, du pluralisme, de la justice et partant, la continuité de la République."

Ainsi, la rencontre-débat que l'UFP se propose d'organiser et à laquelle, semble-t-il, tous les chefs de partis politiques vont participer, inaugure un nouveau comportement de l'Opposition. Mais si elle n'a rien perdu de sa verve, cette classe politique s'est tout de même montrée plus déterminée que jamais à aller au dialogue. Dans notre avant-dernière livraison M. Ahmed Ould Daddah affirmait : "Le pouvoir doit revenir à la raison et nous ne voyons dans cette impasse politique, économique, sécuritaire comme porte de sortie qu'un dialogue ouvert, responsable entre tous les acteurs ayant un rôle quelconque dans ce pays. Non pas en vue de prébendes, de postes politiques, mais en vue de définir les éléments d'une démocratie, d'une construction démocratique équitable et ouverte dans laquelle le peuple et seul le peuple est le juge en dernier ressort qui désigne ses représentants, ses gouvernants et qui les renvoie s'il n'est pas satisfait de leur travail. C'est la seule possibilité ouverte aujourd'hui pour sortir de cette impasse extrêmement périlleuse pour la Mauritanie. Nous appelons donc à ce dialogue et au travail dans cet objectif. Cet appel a été fait par d'autres partis politiques de l'opposition et par d'autres personnalités de l'opposition et de la société civile. Nous voulons que cet appel soit entendu parce que les gens sont convaincus que c'est la seule perspective fiable pour la Mauritanie."

La responsabilité partagée du PRDS et de l'Opposition

Il est vrai que la responsabilité de cette crispation et de cet immobilisme de la scène incombe à tous les acteurs politiques. Certes, l'Opposition, toutes formations confondues, a sa part de responsabilité pour avoir toujours été intransigeantes, parfois radicales et

rarement disposées au dialogue que l'UFP et le Pouvoir ont, par intermittence, su initier. Mais c'est surtout au PRDS et aux partis de la Majorité Présidentielle que revient une plus grande responsabilité.

En effet, le Parti au Pouvoir qui se veut la plus grande formation politique du pays et donc capable d'atteindre le plus grand nombre de citoyens pour les sensibiliser sur l'évolution du processus démocratique, ses dangers et ses périls, n'a jamais daigné amorcer de rencontre, de discussion ou de débats avec ceux qui se présentent comme ses adversaires farouches et ses ennemis jurés, au moins dans le débat des idées. Comme quoi, le PRDS, au lieu de s'ouvrir au dialogue et à la décrispation de l'atmosphère en vue de soutenir la construction démocratique, s'est plutôt cantonné dans une position de mépris de l'autre auquel il n'a pas montré l'entière acceptation de la différence. Tant et si bien que les partis de l'opposition, réunis tantôt en FPO, en FUD ou en CCD n'ont fait que de la surenchère par rapport au Pouvoir, s'éloignant toujours davantage du camp du dialogue. Le fossé ne cessait donc de se creuser entre le Pouvoir et l'Opposition, devenue de plus en plus radicale et provocatrice. De même que la formation politique gouvernante, le PRDS, s'est évidemment refermée sur elle-même, ne laissant qu'un piètre rôle de figurants aux différents acteurs politiques. Un comportement égocentrique qui poussera les partis de la Majorité Présidentielle à se regarder en chiens de faïence avec l'Opposition, n'en pouvant rien faire, mais ...

Au jour d'aujourd'hui, rien ne permet encore d'affirmer que tout ou presque est entrain de changer dans la vie démocratique nationale. Mais une chose est sûre : tout le monde s'accorde à reconnaître que le dialogue s'impose et que la tournure grave que prennent les événements interpelle chaque citoyen mauritanien, chaque groupe politique et exige du Pouvoir de prendre la mesure de la crise de confiance et des menaces qui pèsent sur l'unité nationale et la paix civile.

MOHAMED OULD KHATTAT